



Local CGT Cité
05.56.24.81.52

cgt.dr33@dgfip.finances.gouv.fr

Local CGT Mériadeck
05.56.90.76.93

Bordeaux, le 05/05/2014

IL EST INDISPENSABLE DE SE MOBILISER... TOUS EN GREVE LE 15 MAI 2014

Le 18 Mars dans la fonction Publique et le 20 mars aux Finances ont constitué le départ d'une indispensable mobilisation dans nos administrations contre les mesures d'austérité.

- En Gironde, aux finances, 30 % des collègues ont répondu à l'appel à la grève des Organisations Syndicales.
- Une centaine de personnes a participé à la manifestation jusqu'à la préfecture, où une délégation intersyndicale a été reçue par le cabinet du préfet. Lors de cette audience toutes les organisations syndicales ont fustigé les choix de réduction des dépenses publiques, le plan d'austérité, et ont illustré les conséquences sur les conditions de travail des agents et la qualité du service public. Toutes les interventions ont débouché sur l'exigence de créations d'emplois, de crédits de fonctionnement suffisants, d'augmentations des salaires, du respect des garanties statutaires, de reconnaissance des qualifications ...
- Non seulement les revendications des personnels n'ont pas été entendues, mais depuis, le gouvernement a enfoncé le clou en imposant des mesures prônant toujours plus d'austérité et de sacrifices pour les agents et le service public.

Les attaques répétées contre les fonctionnaires et la fonction publique dont la suppression apporterait une réponse à la crise et à la dette du pays, sont insupportables !

Nous devons continuer la mobilisation. Nous devons prendre conscience que ce gouvernement, plus que le précédent, se doit d'entendre les revendications légitimes des salariés et notamment celles des fonctionnaires.

Mobilisation sur la question des salaires

- Ce n'est pas en appauvrissant les salariés que l'on relancera l'activité économique.

Le gel du point d'indice depuis 2010 et jusqu'en 2017 ne fait qu'éroder le pouvoir d'achat des fonctionnaires, qui, de plus en plus, n'arrivent pas à joindre les 2 bouts.

- C'est une honte ! Jamais nous n'avons fait face à un gel d'une telle ampleur et pour une si longue période. N'en déplaise à notre gouvernement, depuis 2000 ce sont déjà 14, 44 % de perte de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires.

Et c'est sans compter le ralentissement des avancements et la stagnation des grilles indiciaires prévues... !

- Redonner du pouvoir d'achat aux salariés par l'augmentation de leurs fiches de paie constitue une alternative à la politique d'austérité en se donnant les moyens d'initier une véritable relance de l'activité économique.
- Car n'oublions pas qu'augmenter la valeur du point d'indice de 5 % c'est faire rentrer 600 millions d'euros de cotisations salariales supplémentaires pour la seule assurance maladie.

Rappelons enfin une vérité première: la crise, c'est celle du système capitaliste. C'est bien la course folle aux profits qui l'a provoquée. Pour la CGT, il n'est donc pas question d'accepter que ce soit la

majorité des salariés qui en fasse les frais; pas d'avantage les agents de la fonction publique qui n'ont pas à être sacrifiés sur l'autel de la résorption de la dette publique.

Mobilisation sur la question des amputations budgétaires

Les restrictions budgétaires massives viennent mettre à mal les moyens de fonctionnement de tous les services de l'Etat.

Après avoir engagé 15 milliards d'euros d'économies budgétaires au titre de la dernière loi de finances 2014, ce sont 50 milliards de plus qui sont annoncés pour les années 2015-2017. Cette nouvelle purge budgétaire frappera tous les acteurs de l'action publique et ne pourra qu'avoir des conséquences dramatiques sur le service public, les agents et bien entendu la population.

Mobilisation sur la question des emplois

➤ Alors que 250 000 emplois ont déjà été supprimés dans la fonction publique d'Etat ces dix dernières années, les secteurs décrétés non prioritaires (tous sauf Justice, Police, Administration pénitentiaire et Education nationale) se voient vidés de leurs effectifs.

➤ Aux Finances, ce sont 30 000 emplois supprimés depuis 2002 dont 545 en Gironde. Sans compter les emplois non pourvus: le dernier projet de mouvement des catégories C fait ressortir un déficit de 2370 agents.

Pour la CGT moins d'emplois c'est forcément moins de service public.

➤ Or la nécessité d'un service public efficace et de proximité est d'autant plus indispensable que la situation sociale se dégrade.

De plus, ces suppressions massives s'accompagnent fatalement d'abandons et de privatisations de missions ainsi que de réorganisations destructrices des politiques publiques et des services publics.

Mobilisation

C'est pourquoi dans le prolongement des actions précédentes, nous devons faire du 15 mai une journée forte de grève et de manifestation.

A la DGFIP comme ailleurs, les clés sont entre les mains des salariés: seul leur rassemblement et leur mobilisation sont de nature à changer la donne.

Il faut être en grève. Il est indispensable d'être dans la RUE !

**TOUS EN GREVE LE 15 MAI
TOUS A LA MANIF A BORDEAUX
11H30 PLACE DE LA REPUBLIQUE**